



## Le taux de croissance de l'économie belge s'établirait à 2,4% en 2011 et à 1,6% en 2012

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des Comptes nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre pour l'Économie et la Simplification administrative.

### Une croissance modérée dans la zone euro...

Après la sévère récession de 2009, l'économie de la zone euro a enregistré en 2010 une croissance annuelle de 1,7%. En 2011, son PIB devrait également croître de 1,7% en raison principalement d'un premier trimestre vigoureux (0,8%). En effet, les trois autres trimestres devraient afficher un rythme de croissance situé entre 0,1% et 0,2% suite au ralentissement important de la croissance du commerce mondial et à l'érosion de la confiance des chefs d'entreprises et des consommateurs (liée notamment aux perturbations sur les marchés financiers). Si la méfiance des marchés financiers par rapport à la crise de la dette européenne se dissipe cette année, la croissance trimestrielle du PIB de la zone euro devrait atteindre 0,5% au second semestre de 2012, ce qui impliquerait une croissance annuelle de 1,2% tout au plus. Cette prestation en demi-teinte serait en phase avec la perte de dynamique de la croissance mondiale. Enfin, on observe toujours d'importants écarts de croissance à l'intérieur de la zone euro : l'Allemagne et ses voisins enregistrent une croissance plus élevée que la plupart des autres pays de la zone euro.

### ...accompagnée de risques négatifs considérables

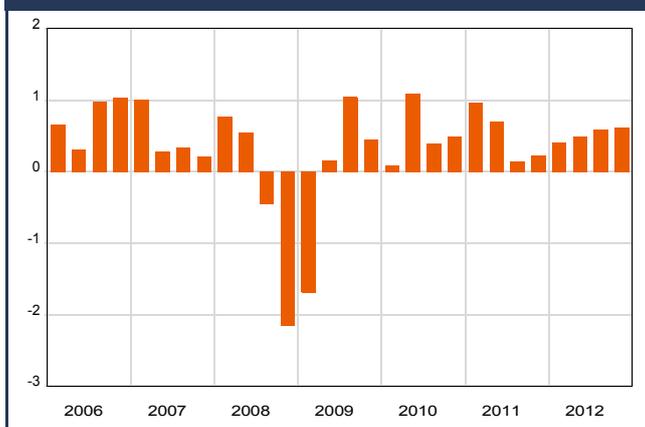
A ce stade, divers facteurs pourraient compromettre les perspectives de croissance. Premièrement, les prévisions sont faites à politique inchangée, or certains pays de la zone euro doivent assainir leurs finances publiques s'ils veulent éviter une escalade de la crise de la dette. Ces politiques d'assainissement pourraient peser plus lourdement sur leur croissance économique. Deuxièmement, si les perturbations sur les marchés financiers dues à la crise de la dette en Europe devaient se prolonger, voire s'aggraver, les entreprises et les ménages pourraient réduire davantage leurs dépenses, et les banques détentrices de titres d'États confrontés à un risque potentiel de dette souveraine pourraient devoir restreindre leurs crédits au secteur privé. Troisièmement, la conjoncture internationale pourrait se détériorer si la croissance de l'économie

américaine ne se redresse pas.

### Fléchissement de la croissance du PIB belge en 2012 sous l'effet conjugué des exportations et de la demande intérieure

L'économie belge a enregistré une croissance soutenue au premier trimestre de 2011 (1%) et, contrairement aux autres pays de la zone euro, également au second trimestre de cette année (estimation flash de 0,7%). Le ralentissement de la conjoncture internationale devrait avoir un impact notable sur la croissance du PIB belge au second semestre (en moyenne 0,2% par trimestre). La forte croissance annuelle prévue pour 2011 (2,4%) est donc à mettre entièrement sur le compte des bons résultats du premier semestre. En 2012, la croissance trimestrielle devrait remonter progressivement pour atteindre 0,6% au cours du second semestre grâce aux exportations, à la consommation privée et aux investissements des entreprises. Cependant, ces trois composantes afficheraient, sur base annuelle, de moins bons résultats qu'en 2011, entraînant un ralentissement de la croissance du PIB, qui tomberait à 1,6%.

Evolution trimestrielle du PIB belge en volume  
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



Les exportations belges se sont sensiblement redressées en 2010, enregistrant une hausse de 10,5%, et

ont poursuivi cette tendance au premier trimestre de 2011. Dans le sillage des marchés extérieurs, la croissance trimestrielle des exportations fléchirait durant le reste de l'année pour ensuite se redresser progressivement au cours de 2012. Soutenue par un niveau de départ favorable, les exportations devraient toutefois croître plus fortement en 2011 (6%) qu'en 2012 (4%).

La bonne tenue des exportations a entraîné en 2010 un surplus de la balance des opérations courantes de 1% du PIB. Ce surplus devrait toutefois disparaître en 2011 et 2012 en raison du niveau élevé des prix du pétrole et du fléchissement de la croissance des exportations.

En 2010, l'indexation des salaires et des allocations sociales est restée à la traîne par rapport à l'inflation. Cet écart est plus faible cette année. Par contre, en 2012, l'indexation devrait dépasser l'inflation, qui serait en net recul. En outre, l'accord interprofessionnel permet une hausse de 0,3% des salaires horaires bruts avant indexation en 2012. Dès lors, le revenu disponible réel progresserait de 1,9% en 2012, contre 1,2% en 2011 et une quasi-stabilisation en 2010. La consommation privée afficherait une croissance relativement plus stable (de 1,2% en 2012, contre 1,5% en 2011 et 1,6% en 2010) puisque l'évolution du taux d'épargne amortit les effets des fluctuations de revenu. Par ailleurs, l'effritement actuel de la confiance des consommateurs se traduirait par une épargne plus importante en pourcentage du revenu disponible.

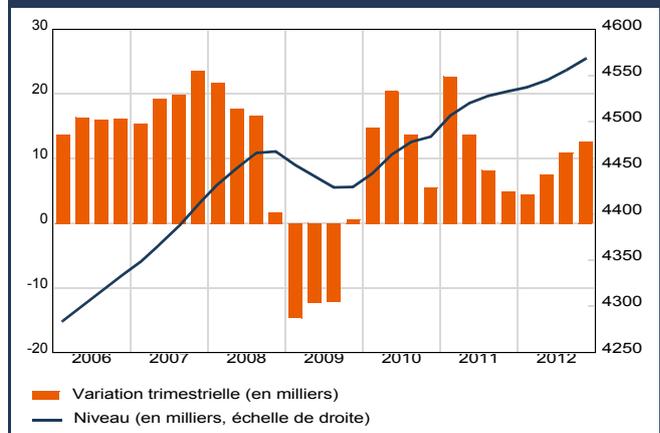
Au deuxième trimestre 2010, les investissements des ménages et des entreprises ont retrouvé le chemin de la croissance mais de façon toutefois encore trop timide pour compenser le recul enregistré au cours de l'année précédente. Ainsi, ils ont encore diminué, sur base annuelle, de 2,5% et 0,7% en 2010. En 2011 et 2012, le redressement des investissements en logements devrait être modeste (croissance de 1,1% et 0,9% respectivement) étant donné que les taux d'intérêt repartent progressivement à la hausse et que les effets positifs de la baisse de la TVA sur les projets introduits avant avril 2010 se dissipent. La reprise économique des derniers trimestres s'est traduite par une amélioration de la rentabilité des entreprises et un taux d'utilisation des capacités de production industrielle au premier semestre 2011 supérieur à son niveau moyen de long terme, mais le ralentissement économique freine les besoins en investissements d'expansion. Dès lors, les investissements des entreprises progresseraient encore de 3,6% cette année et de 2,6% en 2012.

La croissance en volume de la consommation publique se limiterait à 1,4% en 2011 et à 1,7% en 2012. En revanche, les investissements publics augmenteraient respectivement de 11,4% et 7,2% en raison des investissements que les autorités locales réaliseront à l'approche des élections communales et provinciales de 2012.

### L'emploi continue de progresser mais le chômage repart à la hausse en 2012

L'emploi intérieur a fortement augmenté entre le premier trimestre 2010 et le premier trimestre 2011. Les créations d'emploi devraient marquer le pas au second semestre 2011 ainsi qu'en 2012 sous l'effet du ralentissement économique. Grâce à un point de départ élevé, en 2011, l'emploi progresserait toutefois de 54 200 unités en moyenne (contre 29 500 en 2010). En 2012, les créations nettes d'emploi se limiteraient à environ 30 000 unités. Sur la période 2011-2012, environ un quart des créations nettes d'emploi seraient attribuables à la croissance des emplois titres-services. Le taux d'emploi, qui avait diminué à 63,4% en 2009 et 2010, devrait atteindre 63,9% en 2012.

Evolution trimestrielle de l'emploi intérieur  
*Données corrigées des variations saisonnières*



En 2010, on a enregistré 8 100 chômeurs de plus par rapport à 2009 (en ce compris les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi) mais leur nombre a commencé à se réduire dès le deuxième trimestre 2010. Compte tenu de l'évolution de la population active, le nombre de chômeurs diminuerait de 23 600 unités cette année mais progresserait de 9 500 unités l'an prochain. En conséquence, le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat) passerait de 7,3% en 2011 à 7,4% en 2012.

## L'inflation ralentit et s'établit à 2% en moyenne en 2012

L'inflation belge, mesurée sur la base de la croissance à un an d'intervalle de l'indice national des prix à la consommation, s'établirait à 3,5% en moyenne cette année, contre 2,2% en 2010. Cette accélération de l'inflation est en grande partie due à des hausses de prix des produits énergétiques, elles-mêmes résultant d'un pétrole plus cher. De plus, la hausse des prix des matières premières, qui se répercute avec un certain retard sur les prix des autres biens et services, devrait alimenter l'inflation sous-jacente.

En dépit d'une baisse limitée dans le courant de l'année 2012, l'inflation sous-jacente se stabiliserait à presque 2% en moyenne annuelle. Le cours du baril de Brent est actuellement inférieur à son niveau record de la fin avril 2011 et il devrait encore fléchir selon les cotations actuelles sur le marché à terme. Par conséquent, la croissance des prix à la consommation des produits énergétiques dépasserait à peine 2%, et par-

tant, la hausse des prix à la consommation s'établirait à 2% l'an prochain.

La croissance de l'indice santé, qui n'est pas influencé par l'évolution des prix de l'essence et du diesel, passerait de 3% en 2011 à 2,1% en 2012. Selon les prévisions mensuelles relatives à l'indice santé, l'indice pivot actuel (117,27) pour les traitements de la fonction publique et les allocations sociales serait dépassé en février 2012.

Pour plus d'informations:  
Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

### Chiffres clés pour l'économie belge

#### Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires

	2009	2010	2011	2012
Dépenses de consommation finale des particuliers	-0.3	1.6	1.5	1.2
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	0.6	1.2	1.4	1.7
Formation brute de capital fixe	-5.4	-1.3	3.6	2.5
Dépenses nationales totales	-2.2	0.4	2.6	1.6
Exportations de biens et services	-11.6	10.5	6.0	4.0
Importations de biens et services	-11.1	8.4	6.3	4.0
Exportations nettes (contribution à la croissance)	-0.5	1.8	0.0	0.1
Produit intérieur brut	-2.8	2.2	2.4	1.6
Indice national des prix à la consommation	-0.1	2.2	3.5	2.0
Indice santé	0.6	1.7	3.0	2.1
Revenu disponible réel des particuliers	1.6	-0.2	1.2	1.9
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	18.3	16.8	16.5	17.1
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	-15.9	29.5	54.2	29.8
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	7.9	8.3	7.3	7.4
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	0.0	1.0	-0.4	-0.3
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	139.3	132.7	141.5	142.1
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	1.2	0.8	1.4	1.1
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	3.9	3.4	4.2	4.4